



NON À LA SUPPRESSION DE 155 POSTES ! POUR UN PLAN D'URGENCE POUR L'ÉCOLE !

À Paris, pour la rentrée 2023, ce sont 155 postes qui vont être supprimés. Cela se traduit par près de 180 fermetures de classes et une absence totale de moyens supplémentaires (et pourtant nécessaires) sur le remplacement, les RASED, la formation, etc.

Les syndicats parisiens SNUipp-FSU, SNUDI-FO, SUD éducation, SE-UNSA, CGT-Educ'Action et CNT-STE, avec l'association de parents d'élèves FCPE Paris, dénoncent ces suppressions de postes massives et cette absence totale d'investissement dans le service public d'éducation. À l'inverse, les écoles parisiennes ont besoin d'un véritable plan d'urgence ! L'École va mal, les enseignant·es sont à bout de souffle, les difficultés scolaires de certain·es élèves s'aggravent, les conditions de vie des familles se dégradent... Il faut, pour le service public d'éducation, des moyens à hauteur des besoins !

Les conditions de travail des personnels et les conditions d'apprentissage des élèves ne sont pas uniquement conditionnés aux effectifs. Des remplaçant·es en nombre suffisant, des Rased complets, des enseignant·es spécialisé·es, des formateur·trices... Tout cela fait déjà défaut dans l'académie. La fermeture de près de 180 classes ne fera que dégrader la situation parisienne.

Un préavis de grève a été déposé pour le mardi 14 février, jour du Comité social d'administration (CSA), instance qui étudiera l'ensemble des mesures de carte scolaire proposées par l'Académie.

Les organisations syndicales SNUipp-FSU, SNUDI-FO, SUD éducation, SE-UNSA, CGT-Educ'Action et CNT-STE, avec l'association de parents d'élèves FCPE Paris, appellent les personnels des écoles parisiennes à se saisir de cette journée du 14 février pour exprimer leur opposition à cette suppression massive et sans précédent de postes dans l'académie.

RASSEMBLEMENT LE 14 FÉVRIER DÈS 8H30 devant le Rectorat (12 boulevard d'Indochine)

Des conditions de travail qui se dégradent, un service public d'éducation de plus en plus minimal, des perspectives de revalorisation salariale ridicules, l'imposition de techniques managériales brutales issues du privé et maintenant une retraite attaquée avec un âge légal de départ et une durée de cotisation inacceptable... C'est non ! Rendez-vous le 11 février dans la rue.